

Mimi Cracra et Monsieur Propre sont dans un bateau ; qui tombe à l'eau ?

Très souvent, les pouvoirs publics parlent de « propreté ». Ils disent vouloir « une ville propre », « lutter contre l'insalubrité », « l'amélioration du cadre de vie »... Dernièrement, la mairie de Montreuil a déclenché, selon ses propres mots, « la bataille de la propreté », un « grand nettoyage », une opération « coup de balai »... Mais que se cache-t-il derrière ce genre d'expressions ?

Alors, bien sûr qu'on n'aime pas retrouver un rat mort sous notre évier, ou voir des cafards courir sur le plan de travail de chez nos copains. Et bien sûr aussi que l'accès à l'eau nous semble nécessaire.

Mais quand les pouvoirs publics disent « propreté », ce n'est pas de cela qu'ils parlent, ou très rarement.

Par exemple, en mai 2013, lors de l'expulsion des personnes habitant la friche Barda (parcelle avec une grande structure en fer à côté du métro Robespierre), le campement a été entièrement aspergé de produits chimiques. Au nom d'une soi-disant lutte contre les microbes, les pouvoirs publics, en plus de priver ces personnes de leur toit, ont détruit toutes leurs affaires.

Cet été, la mairie de Bagnolet, en accord avec la préfecture, a déposé un arrêt « d'insalubrité » concernant le campement place de la mairie, où vivaient des personnes du collectif Bara qui venaient d'être expulsées de leur maison. Cet « arrêt d'insalubrité » avait pour seul but de les expulser de cette place et de les repousser plus loin. Et ainsi au passage, d'arrêter des centaines de personnes...

La « lutte contre l'insalubrité » contribue la plupart du temps à mettre des personnes dans des conditions de vie encore plus précaires.

Quant aux personnes vivant depuis des années sur un terrain rue de l'Avenir, à Bagnolet, elles n'ont toujours pas l'eau, alors qu'elles l'ont demandé à maintes reprises. C'est une belle contradiction : dans ce cas, ce sont les pouvoirs publics qui créent eux-mêmes l'insalubrité !

C'est au nom de la « propreté urbaine » que la mairie de Montreuil a supprimé il y a quelques années les encombrants. Une fois par mois, les habitants pouvaient déposer dans la rue les objets dont ils voulaient se débarrasser. Plein de gens recyclaient ainsi certains objets, récupéraient toutes sortes de choses, complètement nécessaires ou tout à fait inattendues ! C'étaient aussi des moments de rencontre, parfois improbables ! Pour certaines personnes, c'était un moyen de survie : récupération de métaux pour les revendre au poids, ou de différents objets pour le marché des biffins (ceux qui vendent ce qu'ils peuvent sur le trottoir, notamment aux alentours de la Porte de Montreuil ...

Ce même marché où, il y a quelques mois, quelques dizaines de flics supplémentaires ont été affectés dans le but d'empêcher les biffins de vendre.

Récemment, la mairie de Montreuil a lancé une autre « opération coup de balai », en demandant notamment 15 policiers supplémentaires. Les termes « propreté » et « sécurité » se baladent ainsi main dans la main. Dans le Bas Montreuil, rue de Valmy, des

détritus ont été ramassés, et, en même temps, plusieurs véhicules qui stationnaient là ont été dégagés. Mais pour plusieurs personnes, ces véhicules étaient leur domicile. « Allez, ouste, du balai ! »

D'ailleurs, quand on voit que les flics de la mairie s'appellent « tranquillité publique », on peut se poser quelques questions sur le sens des mots ! Alors que leur travail est notamment de lutter contre les biffins, d'aider à l'expulsion des gens et des maisons ...

Dans les rues, on peut passer, surtout si on a quelque chose à faire, aller travailler, aller consommer... En revanche, y traîner, et encore moins s'y installer et s'organiser est de plus en plus réprimé. Fin octobre 2014, une vingtaine de personnes ont campé sur la place de la République à Montreuil, après avoir été expulsées de leur logement rue Voltaire, puis évacuées violemment du trottoir qu'elles occupaient, puis à nouveau expulsées d'un autre bout de trottoir...

Il reste encore de la terre sur cette place de la République. Sur presque toutes les places rénovées, les espaces d'herbe assez grands sont supprimés. C'est le cas de la place de la Fraternité à Bagnolet-Montreuil. C'était un endroit où on ne marchait pas que sur du béton, où on pouvait jouer aux boules, camper...

Certaines places sont aussi transformées par l'installation ou le rehaussement de grilles : c'est en projet pour le square Eugène Varlin à Bagnolet, le but est entre autres d'empêcher les biffins de s'y installer.

Au nom notamment d'un certain hygiénisme, des villes aseptisées se dessinent progressivement. Dans ces nouvelles rues certes il y a moins de détritus sur le trottoir, mais en même temps plein d'autres choses disparaissent : des moyens de débrouille, d'entraide, des rencontres...

Ils disent vouloir une ville « propre ». Mais en fait, ils veulent nettoyer les quartiers des pauvres et des solidarités qui s'y tissent !

Prochain rendez-vous du collectif « Prenons la ville » : Mercredi 25 mars 2015, de 16h30 à 19h, au Rémouleur, 106 rue Victor Hugo, à Bagnolet, métro Robespierre (c'est tous les 4^{ème} mercredi de chaque mois)

Degage-onamenage@riseup.net